

IL A AUDITIONNÉ DJOUDI

Les contentements de Bouteflika

Les disponibilités financières existent ainsi que les conditions favorables à l'entrepreneuriat, se contente de rassurer le chef de l'Etat, faisant fi de la réalité, même s'il appelle à promouvoir l'évaluation des politiques publiques.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Etreignant le cycle des réunions restreintes d'évaluation ramadaniques, l'audition mardi par le chef de l'Etat du ministre des Finances a, semble-t-il, manqué de coller à la réalité, tant nationale qu'internationale. Ni la protesta citoyenne, ni les revendications de différents corps socio-professionnels en quête de revalorisation salariale et autre et ni les incertitudes et crises financières et économiques internationales n'ont été réellement appréhendées par l'exécutif.

Si ce n'est cette propension, que confirme le communiqué sanctionnant l'audition, à se contenter de rassurer sur les disponibilités financières et les conditions favorables à l'entrepreneuriat. Ainsi, le chef de l'Etat considère que le financement du programme quinquennal 2010-2014, un engagement à hauteur de 286 milliards de dinars, censé avoir démarré depuis deux ans, est



Karim Djoudi, le premier à être auditionné.

assuré. Et cela même si l'on note que la croissance économique hors hydrocarbures a décliné de 9,3% en 2009 à 6% en 2010. Comme l'establishment économique est assuré de disponibilités financières, dans la mesure où les crédits à l'économie sont passés à 3 268 milliards de dinars en 2010, en croissance effective de 16%, et dont 60% sont à moyen et long terme.

En notant que les PME ont bénéficié de 830 milliards de dinars, en hausse de 29% par rapport à l'année précédente. Et d'autant que l'inflation a

baissé en 2010 à 3,9% contre 5,7% l'année précédente, l'endettement extérieur a été réduit sur le moyen et long terme à 3,68 milliards de dollars, à la fin 2010, contre 3,92 milliards de dollars en 2009.

Comme l'on rassure l'establishment économique sur «la levée des contraintes qui entravaient l'essor de l'activité économique», et d'autant que le chef de l'Etat interpelle le gouvernement «pour une plus grande dynamisation du marché financier, la mobilisation de l'épargne et la diversification des sources de financement de

l'entreprise économique». Voire, M. Bouteflika instruit le gouvernement de «renforcer le dialogue économique avec les partenaires économiques et sociaux».

Pour autant, l'audition du premier argentier du pays reste muette sur la problématique de la gouvernance économique, la gestion des ressources financières et notamment les revenus énergétiques et les importantes réserves de changes dont le placement à l'étranger notamment aux Etats-Unis suscite moult questionnements. Si ce n'est cette

invite, vague au demeurant, au «suivi rigoureux de la mise en œuvre de la politique nationale en matière financière, de manière à assurer un financement approprié de l'ensemble des actions inscrites dans le programme quinquennal 2010-2014». Voire cet appel du chef de l'Etat à «promouvoir l'évaluation des politiques publiques pour ajuster constamment notre démarche aux objectifs retenus et gagner ainsi en efficience et en efficacité».

Une invite que d'aucuns pourraient interpréter comme une volonté de rectifier le tir, en matière de suivi et gestion efficace et efficiente des dépenses publiques, où les errements, les dysfonctionnements, les surcoûts et les cas de corruption et dilapidation des deniers publics restent patents. Et en ce sens, l'audition manque de clarté, de visibilité quant à la volonté, certaine mais relevant encore de la rhétorique, d'améliorer la gouvernance économique.

C. B.

IL EST PLACÉ AUPRÈS DU MINISTRE DU COMMERCE

Le Conseil national de la concurrence organisé par décret

Attendu, le décret exécutif régissant l'organisation et le fonctionnement du Conseil national de la concurrence est paru au Journal officiel, plaçant cette instance auprès du ministre du Commerce.

Paru au Journal officiel n°39 du 13 juillet 2011, le décret exécutif n° 11-241 du 10 juillet 2011 institue, dans son article 2, le Conseil national de la concurrence en tant qu'«autorité administrative autonome jouissant de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, placée auprès du ministre du Commerce».

Concernant l'organisation du Conseil, le décret exécutif indique que l'administration compte quatre directions placées sous l'autorité du président de ce conseil. Selon l'article 4 dudit décret, l'organisation des directions en services est fixée par arrêté conjoint du ministre des Finances, de l'autorité chargée de la Fonction publique et du président du Conseil de la concurrence.

Par ailleurs, le budget du Conseil est inscrit à l'indicatif du budget du ministère du Commerce et est soumis aux règles générales de fonctionnement et de contrôle applicables au budget de l'Etat, selon l'article. Quant au fonctionnement, le décret



Le budget du Conseil est inscrit à l'indicatif du budget du ministère de Benbada.

précise, dans son article 8, que le Conseil est saisi par requête écrite adressée au président, et dans l'article 10, que le conseil peut décider du traitement des dossiers qui lui sont soumis en commission restreinte préalablement à leur examen en séance plénière.

Selon cet article, la commission restreinte, présidée par le président ou un vice-président, comprend au moins un membre de

chacune des catégories prévues à l'article 24 de l'ordonnance n°03-03 du 19 juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la concurrence. Voire, le président du Conseil fixe, en tant que de besoin, le nombre de commissions restreintes et désigne les membres du conseil non permanents au niveau de chacune d'entre elles (article 11).

D'autre part, le décret exécutif indique que le Conseil élabore et adopte son règlement intérieur et le transmet au ministre du commerce (article 15). Mais aussi que le Conseil «rend destinataire le ministre chargé du commerce des actes pris, notamment les règlements, directives et circulaires» (article 13) et «adresse son rapport annuel d'activités à l'instance législative, au Premier ministre et au ministre chargé du commerce» (article 14).

C. B.

INDUSTRIES
MÉCANIQUES
L'AGEA demande
l'arrêt des
importations
anarchiques

L'Association générale des entrepreneurs algériens (AGEA) demande «l'arrêt immédiat» des importations «anarchiques et inconsidérées» de produits concurrentiels étrangers. Dans un communiqué émanant de son bureau de Tizi Ouzou, l'AGEA interpelle le ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement et tire «la sonnette d'alarme» quant à la situation des entreprises du secteur des industries mécaniques.

Spécialisées notamment dans la fabrication de carrosseries, bennes, containers, cellules et panneaux frigorifiques, ces entreprises sont «actuellement menacées de faillite par des importations anarchiques et inconsidérées de produits étrangers de qualité douteuse», relève l'association.

Ces entreprises subissent en fait, selon l'AGEA, des problèmes dans l'écoulement de leurs productions sur le marché national, largement encombré, avec «pour fâcheuse conséquence la mévente de leurs produits pourtant d'assez bonne qualité, et à terme, la fermeture de leurs ateliers».

C. B.

AVIS DE DÉCÈS

La famille Tamine de Tizi-Ouzou a la douleur de faire part du décès de sa chère

TAMINE NADIA

à l'âge de 62 ans. L'enterrement auralieu aujourd'hui 4 août au cimetière de M'douha de Tizi-Ouzou. A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons.